

## **European Federation of Public Service Unions (EPSU) Communiqué de Presse, 24 octobre 2018**

### **Le Parlement européen vote l'ouverture d'un trilogue sur la directive sur l'eau potable. Il est temps de mettre en œuvre le droit humain à l'eau dans la législation européenne !**

(Communiqué de presse, 24 octobre 2018) Hier, le Parlement européen a voté à une très faible majorité en faveur du rapport du député européen Michel Dantin sur la directive eau potable (DWD). C'est la première fois que la législation de l'UE prend en compte une initiative citoyenne européenne, en l'occurrence le Right2water.

La Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP), l'épine dorsale de l'ICE Right2water, se félicite qu'une majorité de députés européens ait soutenu un mandat pour que le droit humain à l'eau soit inclus dans la directive sur l'eau, reconnaissant ainsi la nécessité pour les États membres de fournir un accès universel pour tous dans l'Union européenne. Il s'agissait là d'une exigence clé de l'ICE. Nous sommes toutefois déçus qu'une majorité de la droite du Parlement européen ait consacré du temps et des efforts à diluer les exigences de la société civile.

Le soutien limité que le texte a finalement reçu (avec la correction de certains votes, il sera inférieur à 300 députés) montre que le rapport aurait pu mieux refléter les demandes de la société civile. Nous regrettons que la majorité du Parlement ait rejeté un approvisionnement minimum en eau pour chaque citoyen et la création d'un observatoire européen de l'eau. Cela aurait conduit à de réels progrès et à la transparence.

Les mesures positives qui ont été prises sont le fruit d'une mobilisation intense de la société civile. Le Parlement soutient désormais la garantie de la gratuité de l'approvisionnement en eau dans les bâtiments publics. Il décourage l'utilisation de l'eau embouteillée. Il existe une disposition sur les fontaines publiques avec la mise en place et l'entretien d'équipements extérieurs et intérieurs pour l'accès à l'eau dans les espaces publics. Le fait que le Parlement et la Commission proposent aux États membres d'améliorer l'accès à l'eau pour les groupes vulnérables et marginalisés constitue une avancée majeure.

**Jan Willem Goudriaan**, secrétaire général de la FSESP et vice-président de Right2water déclare: "*Il est vraiment dommage qu'une petite majorité du Parlement n'ait pas soutenu les appels à une reconnaissance et une mise en œuvre plus claires de Right2Water dans la législation européenne. Nous continuerons à plaider en faveur de Right2Water auprès des États membres et à exiger des progrès dans la mise en œuvre du droit humain à l'eau dans la législation européenne*".

Nous attendons des États membres qu'ils présentent des propositions pour Right2Water lors du trilogue. Plus de 1,8 million de citoyens de l'Union européenne en ont le souhait.

Pour plus d'informations : Pablo Sanchez [psanchez@epsu.org](mailto:psanchez@epsu.org) 0032 (0) 474626633

*La FSESP est la Fédération syndicale européenne des Services publics, la plus grande des fédérations membres de la CES. 8 millions de travailleurs du service public de plus de 260 organisations syndicales en sont membres. Elle représente les travailleurs des secteurs de l'énergie, de l'eau et des déchets, des services sociaux et de santé et de l'administration locale et régionale dans tous les pays d'Europe, y compris ceux de la frange orientale de l'Union européenne. La FSESP est l'organisation régionale reconnue de l'Internationale des services publics (ISP). Pour plus d'informations sur la FSESP et son action, veuillez visiter le site [www.epsu.org](http://www.epsu.org)*